

Le oui aux «multinationales responsables» atteint 78%

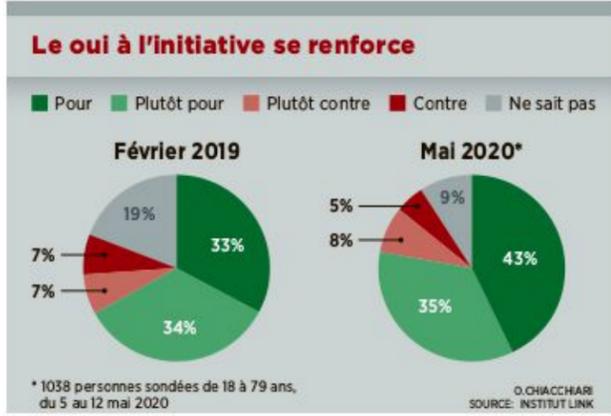
Sondage
Faire rendre
des comptes
aux entreprises
pour les dégâts graves
causés à l'étranger?
La population dit
oui à l'initiative.
La crise durcit les fronts.

C'est une petite surprise. L'initiative populaire «pour des multinationales responsables» résiste à l'incertitude économique et la prudence qui l'accompagne d'ordinaire. Même plus: ce texte, qui exige des entreprises domiciliées en Suisse qu'elles soient tenues responsables des dommages à l'environnement et des violations des droits humains causés par leurs filiales à l'étranger, séduit de plus en plus.

Selon un sondage commandé par le comité d'initiative à l'Institut Link, 78% des personnes interrogées se déclarent favorables au texte, soit onze points de plus qu'en février de l'an dernier, trois points de plus par rapport à août.

«Une cause juste»

Le comité a interrogé les sondés précisément sur les effets de la crise du coronavirus sur leur perception de l'initiative. Résultats: 40% des gens qui étaient prêts à soutenir le texte avant se disent encore plus convaincus de son bien-fondé aujourd'hui. «Cela indique que nous défendons une cause juste, celle de la responsabilité, qui justement en cette période a démontré qu'elle était une valeur fondamentale et dans l'intérêt de tous. Et que la population n'apprécie pas les tergiversations du parlement», réagit Dick Marty, coprésident du comité d'initiative et ancien conseiller aux États PLR tessinois. Cela dit, de la même manière, 40% des personnes qui



«Les tactiques dilatoires du lobby des multinationales ne sont pas parvenues à nous épuiser»



Dick Marty, coprésident du comité d'initiative

rejetaient la proposition avant la crise du coronavirus se sentent aussi renforcées dans leur position. Les fronts se polarisent. Le parlement risque bien de s'en faire le miroir lors de sa session d'été, dès mardi prochain. Il doit enfin terminer le traitement de l'initiative «pour des multinationales responsables» déposée en 2016 déjà. Et chacune des Chambres s'en tient à sa position. Le Conseil fédéral avait jugé la mesure indispensable, il l'aurait rendue obligatoire, estime ainsi Laurent Terlinchamp, président de la Société des cafetiers, restaurateurs et hôteliers de Genève. On voit que relever les identités dérange bien plus que ce qui était dit à l'époque.»

Il assure toutefois que tout est mis en œuvre pour assurer la sécurité de tous. «Mon rôle est de savoir ce qu'il est obligatoire de faire et de l'appliquer. Nous suivons toutes les prescriptions sanitaires en séparant les tables de 2 mètres ou en installant des parois, rapporte Laurent Terlinchamp. Et si les clients veulent donner leur identité, ils peuvent le faire, les documents sont mis à leur disposition.»

Muriel Hauser, présidente de GastroFribourg, estime pour sa part que le suivi des convives est déjà assuré. Le système préconisé ferait doublon et serait obsolète. «Aujourd'hui et encore plus qu'avant, entre 90% et 95% de nos clients réservent leur table à l'avance. Nous avons le nom de la personne qui a commandé dans notre agenda et elle doit savoir qui était avec elle. Et nous connaissons généralement ceux qui ne réservent pas», assure la responsable fribourgeoise.

Julien Culet

«La population doit pouvoir se décider. Il n'y a pas à avoir peur»



Ruedi Noser, conseiller aux États (PLR/ZH)

tion et le nombre de sociétés concernées. Malgré les concessions à faire, le comité d'initiative promet de retirer son texte – et ainsi éviter une votation populaire – si ce projet entre en vigueur.

«Sans valeur politique»

Après de nombreux rebondissements, le Conseil des États s'est quant à lui rallié à un contre-projet qui porte la patte de la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter. Il obligerait les «sociétés d'intérêt public» à rendre un rapport dans leurs comptes annuels sur leur responsabilité

dans deux domaines: les matières premières et le travail des enfants. «Avec ce contre-projet, la Suisse aurait le droit le plus moderne d'Europe en matière de standards relatifs aux droits humains pour les entreprises, affirme le conseiller aux États Ruedi Noser (PLR/ZH), l'un des fers de lance du combat contre l'initiative. Le contre-projet du National servirait à donner du travail aux juristes et aux avocats, mais ne contribuerait pas davantage à faire avancer les droits humains et la protection de l'environnement.»

Pour de nombreux acteurs économiques, le hic, c'est que si la position du Conseil des États n'évolue pas, il y aura un vote populaire et la campagne pourrait s'avérer un poison pour l'ensemble des entreprises. Qui aurait intérêt à défendre la poignée de sociétés sises en Suisse dont les filiales contaminent des rivières au Tchad ou expulsent des familles de paysans au Pérou? Ainsi, la Fédération des entreprises romandes, le Groupement des entreprises multinationales, Migros, Coop, ou encore récemment la Fédération des industries alimentaires suisses prient le parlement de soutenir le contre-projet du National.

Ce sondage ne leur donne-t-il pas raison? «Ce sondage n'a pas de valeur politique. Il ne dit rien d'une campagne de votation. La population doit pouvoir se décider. Il n'y a pas à avoir peur», réagit Ruedi Noser. Le comité d'initiative se tient prêt à un vote, en novembre ou en mars. «Il va falloir se battre pour convaincre, même si les sondages nous sont favorables. Mais une chose est sûre, les tactiques dilatoires du lobby des multinationales ne sont pas parvenues à nous épuiser», affirme Dick Marty.

Lise Bailat

Climat

Manif masquée à Lausanne

Près de 200 militants d'Extinction Rebellion ont manifesté à vélo mardi entre Beaulieu et la place Saint-François pour une ville de Lausanne «durable et responsable». Ils ont notamment exigé de prendre des mesures urgentes pour respecter l'Accord de Paris sur le climat. Les manifestants se sont réunis masqués et en musique vers 17 h 30 devant le Palais de Beaulieu où se réunit le Conseil communal. Ils ont observé cinq minutes de silence «pour la planète qui se meurt» avant de rallier le centre-ville, sans débordement et sous l'œil de la police. **ATS**

Justice

Le forcené à la tronçonneuse reste enfermé

Celui qui a blessé avec une tronçonneuse deux employés d'assurance l'été 2017 à Schaffhouse doit rester en milieu psychiatrique fermé. C'est l'avis de la justice cantonale qui a confirmé mardi ce verdict en appel. Le quinquagénaire schizophrène a été reconnu coupable de tentatives de meurtre, mais jugé irresponsable. Sa défense demandait sa libération et 207'000 francs pour tort moral, invoquant une légitime défense putative. Car l'homme était convaincu que l'un des agressés dégageait des forces maléfiques. **ATS**

Le chiffre

35

Tel est le nombre de caravanes de gens du voyage arrivés de France malgré les restrictions dues à la pandémie et qui se sont installés depuis mercredi à Martigny, en Valais. Or certains d'entre eux n'auraient pas respecté les modalités d'entrée dans le pays, indiquait mardi la police valaisanne. Si bien que seize personnes ont été conduites lundi à la frontière de Saint-Gingolph (VS) pour être auditionnées. Une centaine de policiers ont encadré le déplacement. **ATS**

Le loup s'en prend à un troupeau

Valais Un loup a tué huit moutons d'un troupeau protégé dans la nuit du 10 au 11 mai dans la commune d'Orsières. Inquiètes pour la sécurité de sa population et des animaux, les autorités municipales ont demandé au Conseil d'État des mesures. **ATS**

Nouvelle panne chez Swisscom

Téléphonie Swisscom a rencontré mardi entre 11 h 50 et 14 h 55 un dérangement sur ses réseaux mobile et fixe. La panne a touché toutes les régions de la Suisse. Les numéros d'urgence n'ont pas été concernés par la perturbation. **ATS**

Mission historique

L'Amérique rep

Ce mercredi, SpaceX doit lancer, en coopération avec la NASA, une fusée avec deux astronautes. Une première depuis la fin du programme de navettes spatiales en 2011.

Jean-Cosme Delaloye
New York

Doug Hurley, 53 ans, et Bob Behnken, 49 ans, s'apprentent à écrire ce mercredi une nouvelle page de l'histoire spatiale américaine. À 16 h 33 (20 h 33 en Suisse), les deux astronautes de la NASA décolleront de Cap Canaveral en Floride à bord de la capsule Crew Dragon. Ils seront propulsés par une fusée Falcon 9 développée par SpaceX, la compagnie du milliardaire Elon Musk. Dix-neuf heures plus tard, ils doivent rejoindre dans la Station spatiale internationale deux astronautes russes et un américain, arrivés à bord d'une fusée russe Soyuz.

Lyrisme de Trump

Donald Trump, un homme qui ne cache pas sa fascination pour l'espace, doit assister au lancement de la Falcon 9 ce mercredi en compagnie de son vice-président, Mike Pence. En octobre 2018, le président des États-Unis avait annoncé la création d'une force spatiale de l'armée américaine. «Notre destinée, au-delà de la Terre, n'est pas seulement une question d'identité nationale mais aussi une question de sécurité nationale», avait-il déclaré à l'époque avec un lyrisme que ses concitoyens ne lui connaissent pas. Et la création de la force spatiale est devenue pour les supporters de Donald Trump le symbole de l'Amérique militarisée qu'ils vénèrent.

Pablo De Leon, un professeur d'ingénierie aérospatiale à l'Université du Dakota du Nord, nuance l'importance de la force spatiale: «C'est simplement un changement de nom pour un programme militaire spatial qui existait déjà avant l'élection de Donald Trump.» L'expert souligne en revanche l'impact de la mission de SpaceX ce mercredi: «C'est la première fois de



La fusée de Space X «Falcon 9»

«C'est la première fois depuis l'arrêt du programme de navettes spatiales en 2011 que les États-Unis ne dépendront plus des Russes pour envoyer des astronautes sur la Station spatiale internationale»

Pablo De Leon
Université du Dakota du Nord

Fuyant la chaleur, plantes et

Biodiversité
Face au changement climatique, les espèces se déplacent toujours plus vers le froid des pôles ou des montagnes. Jusqu'au jour où elles n'iront pas plus loin.

Six kilomètres par an. C'est en moyenne la distance que parcourent les animaux marins en direction des pôles pour fuir la chaleur des océans. Voilà le résultat inquiétant d'une étude de chercheurs du CNRS qui vient d'être publiée dans la revue «Nature Ecology & Evolution». Ils ont analysé la vitesse de migration de plus de 12'000 espèces animales et végétales en fonction de celles des isothermes.

Les isothermes, ce sont ces lignes imaginaires le long desquelles la température est constante. Or, le réchauffement climatique repousse depuis des

années ces lignes vers des latitudes plus extrêmes, en direction des pôles, et des altitudes plus élevées, vers les sommets montagneux. Les végétaux et les animaux suivent ces courbes pour retrouver un climat plus frais et propice à leur survie.

Course effrénée

À cette course effrénée, les habitants des mers dépassent leurs congénères terrestres, qui sont six fois plus lents à se déplacer, soit 1 kilomètre par an. «Cette différence s'explique de plusieurs façons, note Jonathan Lenoir, chercheur au CNRS et l'un des auteurs de l'étude. Les espèces marines sont souvent ectothermes, c'est-à-dire qu'elles ne produisent pas de chaleur corporelle et dépendent de la chaleur de leur environnement. Elles vont donc se déplacer plus vite.» Par ailleurs, l'activité humaine sur la terre ferme, comme la déforestation, l'agriculture, l'urbanisation

art à la conquête de l'espace



surmontée de la capsule «Crew Dragon», prête au décollage à Cap Canaveral, en Floride. AP

puis l'arrêt du programme de navettes spatiales en 2011 que les États-Unis ne dépendront plus des Russes pour envoyer des astronautes sur la Station spatiale internationale.

Selon la Planetary Society, la NASA a investi 6,2 milliards de dollars dans son programme de vols commerciaux depuis 2010, dont la moitié a été allouée à SpaceX. L'autre moitié de la somme a financé le programme Starliner de Boeing, dont le lancement a été reporté à 2021 après des problèmes lors d'un vol-test en décembre.

Pari risqué mais gagnant

En 2004, Pablo De Leon avait participé au concours de la Fondation X Prize qui avait lancé la conquête commerciale de l'es-

pace en offrant 10 millions de dollars à la première compagnie privée capable d'envoyer un homme dans l'espace deux fois en quinze jours. «Ce programme a provoqué une révolution des programmes spatiaux privés, poursuit le professeur. Il y a dix ans, quand la NASA a choisi de mettre l'accent sur les partenariats privé-public pour la conquête de l'espace, beaucoup ont dit que c'était un pari risqué. Mais c'était un pari gagnant car SpaceX a développé un système moins coûteux qui va révolutionner la conquête spatiale et accélérer l'exploration de la Lune et de Mars. Elon Musk n'a jamais caché son ambition d'explorer Mars.» L'impact d'Elon Musk sera omniprésent mercredi. Les deux astro-

nautes doivent arriver sur la rampe de lancement à bord d'un véhicule électrique produit par Tesla, l'autre compagnie du milliardaire sud-africain de 48 ans. Celui-ci a pour objectif d'envoyer des touristes dans l'espace l'année prochaine et de construire une fusée baptisée Starship pour aller autour de la Lune, voire sur Mars. Comme Boeing, SpaceX a aussi connu des problèmes par le passé. En 2015, une fusée Falcon avait explosé après 139 secondes de vol. Et une capsule Crew Dragon, précurseur de celle qui doit emmener Doug Hurley et Bob Behnken dans l'espace, avait explosé l'année dernière lors d'un test au sol sur le site du Kennedy Space Center en Floride.

Ces incidents n'inquiètent pas Pablo De Leon, un ingénieur qui vit six mois par an à proximité des installations de la NASA à Cap Canaveral. «Les fusées Falcon ont un taux de fiabilité de plus de 97%, souligne-t-il. Et la capsule Crew Dragon a aussi été testée. Cela n'ôte pas tous les risques à l'opération, mais elle est peut-être abordée avec confiance. Ce vol est vraiment nécessaire, car si à l'époque des premiers pas sur la Lune de Neil Armstrong et Buzz Aldrin en 1969, vous aviez dit que la NASA dépendrait un jour de la Russie pour aller dans l'espace, on vous aurait fait interner dans un asile psychiatrique. Le vol de SpaceX symbolise la renaissance de la conquête spatiale aux États-Unis.»

animaux prennent l'ascenseur vers l'extinction



Les espèces marines, comme cette tortue aux Philippines, parcourent toujours plus de kilomètres pour trouver un peu de fraîcheur. EPA

et le développement des villes, freine la capacité des espèces à migrer.

En altitude, les chercheurs ont noté une vitesse de déplacement des espèces de 2 mètres par an, allant jusqu'à 12 mètres pour les

amphibiens. Mais cette fuite en avant aura évidemment une fin. «C'est l'ascenseur à l'extinction», explique Romain Bertrand, postdoctorant à l'Université de Toulouse et coauteur de l'étude. Proches du sommet, les espèces

se retrouvent sur un habitat réduit. Une grande quantité vont postuler pour un petit espace. C'est le même cas pour les pôles, même si cela prendra plus de temps. Et certaines vont donc forcément disparaître.»

Une récente étude dans les Andes a révélé la disparition d'une espèce endémique d'oiseaux et en a conclu à son extinction totale. «C'est impossible de chiffrer le nombre d'espèces qui disparaîtront ces prochaines décennies. Nous manquons de recul. Notre étude ne porte que sur 0,6% de la biodiversité connue. Et beaucoup de régions tropicales, comme l'Amazonie, sont sous-représentées.»

Absence de scénarios

Pour aider les espèces dans leur déplacement, les chercheurs voient deux solutions: «La première est la migration assistée, qui consiste à déplacer des espèces très protégées, détaille Jo-

nathan Lenoir. La deuxième est de créer des corridors écologiques pour leur permettre de rejoindre certains habitats.» Mais redéfinir à terme l'emplacement de réserves naturelles dans des pays du Nord comme la Russie ou l'Alaska va devenir un problème politique. Et pour faire les bons choix, les hypothèses manquent. «Contrairement au GIEC et ses scénarios sur le réchauffement climatique, nous manquons de scénarios sur l'avenir de la biodiversité», note le chercheur.

«Je me mets à la place du gestionnaire d'un parc national qui va voir arriver une espèce inconnue, une sorte de réfugié climatique, ajoute Romain Bertrand. Il devra la gérer, en évitant qu'elle n'entre en concurrence avec les espèces sur place et qu'elle ne les détruise. Ces mesures coûteuses nécessiteront des prises de décisions fortes. Est-ce que notre société est prête à en payer le prix?»
Virginie Lenk

Guerre ouverte à l'extrême droite allemande

Politique

En excluant le néonazi Andreas Kalbitz, l'AfD cherche à réduire l'influence grandissante des identitaires au sein du parti.

Mettre les nazis dehors! C'est l'objectif de Jörg Meuthen, le président du parti d'extrême droite AfD (Alternative pour l'Allemagne) pour conserver une chance de pouvoir gouverner un jour avec les conservateurs d'Angela Merkel. Mais la tâche ne sera pas simple: après avoir été tolérée pendant des années, pour des raisons électoralistes, l'aile identitaire (völkisch), proche des milieux néonazis, a tellement d'influence qu'elle est devenue incontournable.

En excluant du parti Andreas Kalbitz, chef de la fédération du Brandebourg (région autour de Berlin), Jörg Meuthen leur a déclaré la guerre. «Il est important de définir une limite claire avec les positions extrémistes. Nous sommes un parti libéral et patriote, pas national-socialiste», a justifié le président de l'AfD.

Il estime qu'Andreas Kalbitz a commis une faute irréparable lors de son adhésion en 2013 en omettant de signaler son appartenance au mouvement néonazi Heimat-treue Deutsche Jugend dans les années 90. Cette association qui formait des jeunes aux idées de l'extrême droite a été interdite et placée sur la liste des organisations incompatibles avec les orientations politiques de l'AfD.

La levée de boucliers contre cette décision a confirmé l'influence du camp identitaire. «L'AfD est plus radicale aujourd'hui que le Rassemblement national en France ou le FPÖ en Autriche, qui ont des forces modérées importantes», insiste Markus Linden, politologue à l'Université de Trèves.

Ce courant, qui rassemblerait aujourd'hui entre 30 et 40% des adhérents, n'a pas l'intention de baisser la garde. Andreas Kalbitz refuse l'exclusion. «J'épuiserai toutes les procédures judiciaires pour obtenir gain de cause», a-t-il promis à la fédération du Brandebourg (sa fédération), qui lui est

restée fidèle, contre l'avis du bureau national. Pour lui, il ne s'agit plus d'une simple «discussion interne» mais d'une véritable «lutte de pouvoir».

L'ancien parachutiste, comparé dans les émissions satiriques au chef de la SS Heinrich Himmler à cause de ses lunettes, est soutenu par Björn Höcke, un homme qui «parle comme Goebbels», selon Gero Neugebauer, politologue à l'Université libre de Berlin. Leader du mouvement identitaire, il accuse Meuthen d'être un «traître». «Je n'accepterai pas qu'on détruise et divise le parti», a-t-il prévenu.



Andreas Kalbitz

Les identitaires rêvent de prendre le pouvoir à l'AfD. Un scénario tout à fait imaginable: «Le président Meuthen n'est plus qu'une marionnette», insiste Markus Linden. «Les plus modérés ont déjà presque tous quitté le navire», ajoute l'universitaire Bernd Lucke, fondateur et ancien président de l'AfD, chassé par un putsch en 2015.

La CDU se frotte les mains

Personne n'imagine que cet ancien parti d'euroseptiques puisse désormais survivre politiquement sans une scission. Les «modérés» et l'aile nationaliste proche des milieux néonazis ne se supportent plus et ne pourront plus trouver un terrain d'entente.

Les divisions de l'extrême droite font en tout cas le bonheur des conservateurs. À un an de la campagne électorale, la CDU d'Angela Merkel peut défendre un programme centriste sans craindre la concurrence des populistes. Grâce à la bonne gestion de la crise sanitaire, la CDU a récupéré une partie des électeurs de l'extrême droite. Elle atteint désormais un niveau d'intentions de vote qui approche les 40%. Il y a un an, le parti d'Angela Merkel avait chuté à 25%, se faisant dépasser dans les sondages par... les écologistes.
Christophe Bourdiseau Berlin

Inde



L'Inde combat ces jours-ci sa pire invasion de criquets pèlerins depuis 1993, des essaims de dizaines de millions d'insectes détruisant des cultures dans les régions septentrionales. AFP

Brésil

Le gouverneur de Rio perquisitionné

La police brésilienne a perquisitionné mardi la résidence officielle du gouverneur de Rio de Janeiro dans le cadre d'une enquête pour détournements de fonds alloués à des hôpitaux de campagne pour la pandémie de coronavirus. Le gouverneur Wilson Witzel a nié toute malversation et crié à la «persécution politique», due selon lui à son opposition farouche au président d'extrême droite Jair Bolsonaro. AFP

La fronde s'intensifie

Royaume-Uni Le gouvernement britannique a vu mardi la fronde s'intensifier dans son propre camp au sujet du conseiller de Boris Johnson, Dominic Cummings. Après la démission du secrétaire d'État Douglas Ross, plusieurs députés ont rejoint les rangs des désormais près de 40 élus conservateurs qui réclament son départ. AFP

Un premier Code civil en vue

Chine Divorce, harcèlement sexuel, don d'organes, vie privée: le parlement chinois, réuni en session annuelle, débat cette semaine de la promulgation du tout premier Code civil du pays. AFP

De l'argent pour les réfugiés

Venezuela L'Union européenne et l'Espagne sont parvenues mardi à mobiliser 2,8 milliards de dollars pour aider les millions de Vénézuéliens qui ont fui la crise dans leur pays, lors d'une visioconférence de donateurs. Ce montant inclut 653 millions de dollars de dons. AFP